

Burkina : gouvernement engagé, population dubitative

La mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations unies (CCNU) sur les changements climatiques exige de chaque pays signataire l'élaboration d'un Programme d'action nationale d'adaptation (PANA) au changement climatique. Le Burkina comme tous les autres pays ACP signataires a soumis son PANA à la CCNU en novembre 2007. Depuis lors, une campagne de mobilisation sociale s'organise autour de la thématique, peu connue et difficilement assimilable par la population.

En 1992, le Burkina a été l'un des premiers pays signataires de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, négociée la même année. Fin 2006, un groupe interdisciplinaire de spécialistes, travaillant sous l'autorité du ministère de l'Environnement, a publié un document politique destiné à lancer des initiatives concrètes

de pluviométrie. La baisse de la pluviométrie, alliée à la hausse de la température, aura des répercussions négatives sur la production agricole en général et sur le couvert végétal, du fait de la diminution des ressources en eaux de surface et souterraines. La satisfaction des besoins en eau des populations, du bétail et des cultures, connaîtra des difficultés, vu la faiblesse des disponibilités en eau. «*Dans les changements climatiques, il y a le réchauffement, la raréfaction des pluies, la sécheresse. Le plus intéressant, c'est que, dans le PANA, on essaye d'établir une relation entre changement climatique et agriculture. Avant, les projets de lutte contre la désertification ne se préoccupaient pas des changements climatiques. Maintenant on voit qu'il y a des effets induits et donc, il fallait prendre en compte les deux dimensions*», explique-t-il.

◀ Un article de Valérie Sorgho

Journaliste à JADE (Burkina Faso)

en réponse aux défis que présentent les changements climatiques. Ce programme d'adaptation a été adopté par le gouvernement en novembre 2007 et soumis à la CCNU. Le PANA a pour but d'identifier les besoins et les projets les plus urgents, pour aider les communautés à s'adapter aux conséquences négatives des changements climatiques.

Prévenir ou s'adapter ?

Selon M. Blaise Sawadogo, chargé du programme changement climatique au Conseil national du développement durable (Conedd), l'on observera au Burkina, comme ailleurs dans le monde, un réchauffement continu avec des températures plus élevées et des baisses

Pollution sans frontières

Les organisations paysannes saluent cette nouvelle approche. Pour la Confédération Paysanne du Faso (CPF), un pays comme le Burkina doit plus s'adapter au changement climatique que prévenir le réchauffement climatique.

Les grands pollueurs ne souffrent pas beaucoup des conséquences de leurs actes.

Son président, M. Bassiaka Dao, explique : «*La pollution ne connaît pas de frontières. Les grands pollueurs ne souffrent pas beaucoup des conséquences de leurs actes. Mais nous autres, vu que notre agriculture est tributaire des aléas climatiques, nous devons nous adapter.* » >

Ouaga à pied ou à vélo

Rarement la classe politique burkinabé ne s'était autant mobilisée que lors de la célébration de la première Journée nationale sans émission de carbone (JSEC). A pied ou à vélo, des membres du gouvernement ont sillonné la capitale, Ouagadougou, pour se rendre au conseil des ministres de ce jeudi 3 juillet 2008.

Une date retenue par le ministre de l'Environnement et du Cadre de vie (MECV), M. Salifou Ouédraogo, pour appeler les citoyens burkinabé à se mobiliser sur tout le territoire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Deux jours auparavant les médias publics et privés, radios, télé et presse écrite «chauffaient» le pays à coups

de messages publicitaires et de slogans.

Mi-suivie, mi-boycottée par les citoyens, la célébration de cette journée est pourtant qualifiée par beaucoup de «bonne initiative». Dans un micro-trottoir organisé par le quotidien public Sidwaya du vendredi 4 juillet, des citoyens apprécient le bien-fondé de la célébration de la journée.

«Je me suis déplacée avec mon véhicule ce matin, mais la décision et l'acte du gouvernement sont les bienvenus, la pollution est une maladie pour l'environnement, pour les hommes et pour l'agriculture», dit Mme Madeleine Song-Naaba agent comptable au Trésor public du Burkina.

M. Bobodo Blaise Sawadogo a dû se réveiller plus tôt que de coutume pour être ponctuel à son service ce jour-là, avec son vélo. Le chargé du programme changement climatique au Conseil national du Développement durable (Conedd) analyse la nécessité d'un tel décret ministériel pour l'agriculture qui fait vivre près de 80% de la population du Burkina.

«Quand on parle de changement climatique, les gens voient d'abord le réchauffement. Mais pour un pays comme le Burkina, on voit plus la raréfaction des pluies et la sécheresse qui y sont liées. C'est pourquoi nos producteurs sont sans cesse demandeurs de nouvelles techniques d'adaptation aux aléas climatiques.»

➤ *Ceux qui polluent doivent chercher les moyens de réduire cette pollution. Mais, nous qui sommes touchés de plein fouet par ces pollutions dont nous ne sommes pas responsables, nous devons chercher des moyens pour nous adapter. Pour l'Occident, la question est : comment diminuer la pollution, comment diminuer les gaz à effets de serre ?*

Mais, pour nous, il s'agit plus de voir comment adapter l'agriculture à l'environnement et c'est là qu'il est très intéressant que chaque pays élabore son propre programme pour pouvoir s'adapter».

Le PANA doit son succès à la part belle qu'il fait à l'adaptation au changement climatique et non à la prévention du réchauffement climatique. Douze projets prioritaires définis en rapport avec la sécurité alimentaire, la création de banques de céréales et le désensablement des cours d'eau au Burkina font que le programme d'adaptation est qualifié par les producteurs de programme d'adaptation agricole durable.

Un concept complexe pour la base

Bien que certaines d'entre elles connaissent le programme, les organisations paysannes (OP) pensent pourtant ne pas

être véritablement impliquées dans son élaboration. A la page 23 du document politique sur l'adaptation au changement climatique du Burkina, figurent les difficultés liées à la mise en œuvre du programme, principalement le degré de participation effective de l'ensemble des acteurs et la difficulté de concertation et d'implication des populations à la base.

M. Sawadogo attribue ces «couacs» à la nouveauté et la complexité de la thématique : «*Au niveau des techniciens, des cadres et des agents de terrain, il y en a beaucoup qui ne maîtrisent pas le thème des changements climatiques. On organise des sessions de formation pour les décideurs. C'est dire qu'au plus haut niveau, il y a des problèmes de compréhension de la thématique. Que dire alors de la base ?*»

Les difficultés de compréhension du concept par les producteurs ruraux expliquent leur relative marginalisation dans l'élaboration du document. La participation de la CPF au PANA se résume à sa présence à un séminaire d'information. Pour Moumini Ouédraogo membre de cette OP, la base ne peut s'approprier une thématique si sa participation doit se limiter à un atelier d'information. «*Sinon nous serons en face d'un document déjà tout fait par des techniciens et des experts, et les paysans seront juste appelés pour un atelier de validation. Ils n'ont aucun pouvoir d'influence sur ce document déjà tout fait*», dénonce-t-il.

La Fédération nationale des organisations paysannes (FENOP) quant à elle n'a pas eu la chance de participer au séminaire organisé sur le PANA. Selon son coordonnateur des programmes, Issouf Sanou, la Fédération n'a jamais entendu parler d'un tel plan, encore moins de participer à son élaboration. Des propos qui surprennent M. Sawadogo. Ce dernier pointe du doigt la mauvaise circulation de l'information au sein des OP : «*Cette méconnaissance du PANA est due bien sûr à la complexité du concept, mais*



Photo : Dieter Telemans/Panos.

Femme peul revenant du puits.

aussi à la mauvaise circulation de l'information au sein de ces organisations. Souvent, en leur sein même, l'information ne circule pas, sinon toutes ces organisations ont été consultées et elles ont même pris part au processus.»

Le partenariat, gage de la pérennisation du PANA

Pour minimiser la complexité du concept et permettre au projet du PANA de s'inscrire dans la durabilité, un partenariat entre le gouvernement et les experts techniques, les ONG engagées dans l'environnement et les producteurs ruraux est essentiel.

De l'avis de M. Sawadogo du Conedd, le gouvernement burkinabé ne ménage aucun effort pour faire connaître et comprendre le PANA : *«Nous avons préconisé la diffusion du PANA en version simplifiée et illustrée, pour que la base puisse maîtriser la thématique. Ainsi,*

au niveau décentralisé, les responsables communaux pourront intégrer cela à leurs plans d'action communaux. La mise en œuvre des projets s'appuiera également sur les savoirs locaux.»

Les producteurs à la base sont demandeurs de plus de dialogue et de communication, pour mieux s'impliquer.

«Les objectifs que s'est fixé le PANA peuvent aboutir, à condition que leur mise en œuvre soit assurée et discutée avec les acteurs sans qu'on ne se limite aux stratégies mises en place dans les bureaux. Si, réellement, les acteurs à la base s'approprient les projets prioritaires et les différentes problématiques agricoles qui y sont définis, je pense qu'on peut construire une stratégie endogène durable pour des programmes durables», avance à son tour le président de la CPF.

Enfin, pour échanger leurs expériences et coordonner leurs domaines d'interven-

tion, un grand nombre d'ONG engagées dans la protection de l'environnement ont formé le Réseau des ONG et associations de protection de l'environnement et de lutte contre la pauvreté (ROAPE).

Paul Bayili, son coordonnateur, pense que la société civile a un rôle clé à jouer en matière de sensibilisation de la population aux changements climatiques. *«Le ROAPE se fixe comme défi de populariser le concept. Il faut un dialogue qui permette de mettre au point des projets concertés qui tirent parti de l'expérience acquise sur le terrain et qui impliquent tous les acteurs»,* a-t-il déclaré à *Afrique Renouveau*, une publication de la section Afrique du Département d'information de l'ONU. ■

Web

Consultez le site du PANA : www.napa-pana.org